

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-entreprises-recuperees-en-Argentine-le-nouveau-modele-de-resistance-a-l-oppression-neoliberal>

Les entreprises récupérées en Argentine : le nouveau modèle de résistance à l'oppression néolibérale

- Argentine - Économie - Récupérées -
Date de mise en ligne : mercredi 13 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Tania VACHON

Alternatives.ca, le 5 avril 2005

En novembre 2004, une délégation de 100 travailleuses et travailleurs de Zanon, une fabrique de céramique « récupérée », des représentants de mouvements de travailleurs au chômage et de groupes de défense des droits ont parcouru 1200 kilomètres afin de dresser une tente devant la place du Congrès à Buenos Aires, la capitale, en signe de protestation. Rien n'est encore réglé, mais pendant ce temps, la production fonctionne à plein régime.

Leur histoire a commencé le 1er octobre 2001, en plein marasme économique et juste avant la fameuse crise financière argentine qui a commencé en décembre. En prétextant une mauvaise productivité, les propriétaires de Zanon ont déserté la fabrique et mis à pied, du jour au lendemain, les 331 travailleurs. Persuadés que la situation se redresserait, quelque 260 de ces derniers ont décidé d'installer des tentes devant la fabrique et d'attendre qu'elle ouvre de nouveau ses portes. Mais rien de tel ne s'est produit. Après quelques mois d'attente, ils ont alors « récupéré » la fabrique et remis en marche la production. Une coopérative d'économie sociale venait d'être créée : FaSinPat (constitué de Fabrica Sin Patronos, qui signifie : Fabrique sans patrons).

En mars 2002, ils produisaient 10 000 mètres carrés de céramique. En septembre de la même année, la production atteignait 60 000 mètres carrés et 20 nouveaux emplois étaient créés. Depuis, la production de céramique et le nombre d'emplois n'ont cessé de croître et ce, sans contribution ni subvention de quelque nature que ce soit. En juin de l'année dernière, les ouvriers de Zanon ont enregistré une production de 350 000 mètres carrés de céramique, alors qu'un total de 170 nouveaux emplois ont été créés.

Les anciens travailleurs de la fabrique n'ont pas été les seuls bénéficiaires de cette récupération. Les emplois créés ont aussi été offerts à des travailleurs au chômage, à des travailleurs mapuche, à d'ex-travailleurs d'entreprises locales fermées pour les mêmes raisons, ainsi qu'aux citoyens des organisations communautaires locales fidèles à la cause des travailleurs. Une bonne partie de la production est destinée à des hôpitaux locaux, à des cuisines populaires et à des familles dans l'extrême nécessité. L'objectif ultime des travailleurs de Zanon serait de produire pour répondre aux besoins de la communauté grâce à un programme d'oeuvres publiques.

Menacés d'expulsion

Durant les trois ans de gestion ouvrière, les travailleurs de Zanon ont été à maintes reprises menacés par ordre d'expulsion. En 2004, le gouvernement de la province de Neuquén les a défiés une nouvelle fois, en menaçant de déloger la fabrique et de retirer les équipements et la machinerie. Soudainement, les anciens propriétaires manifesteraient quelque intérêt à récupérer leur entreprise.

Les principales revendications exprimées par les travailleurs de Zanon en novembre sont : le retrait de l'ordre d'expulsion ; la reconnaissance de la coopérative FaSinPat ; et l'adoption d'une loi prononçant l'expropriation définitive de Zanon de même que des autres entreprises et fabriques récupérées.

Une telle loi permettrait d'assurer la pérennité des acquis, le maintien des emplois et des droits des travailleurs, par le biais d'une administration ouvrière directe. Cette revendication est soutenue par le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER), une coalition d'organisations de plusieurs provinces qui rallient leurs efforts de solidarité pour exiger la reconnaissance du gouvernement.

Le MNER parle de l'occupation des fabriques comme d'une nouvelle forme de lutte contre le chômage, la faim et la

misère. Indépendant de toute affiliation partisane, il soutient la nécessité de générer des liens de solidarité avec les revendications des secteurs populaires. Le MNER demande à l'État des politiques actives de formation, de crédit, de promotion et de soutien à l'ensemble de l'économie sociale et solidaire. Une pétition internationale circule afin d'appuyer les demandes de Zanon qui représentent une « alternative extraordinaire, et un succès, au statu quo néolibéral qui ne doit pas être réprimée ou menacée : elle doit être célébrée, appuyée et exportée ! ».

L'éveil citoyen

Les occupations et initiatives locales visant l'appropriation des moyens de production existaient déjà en Argentine avant la crise de décembre 2001. Mais elles se sont considérablement accélérées et amplifiées à partir de ce moment. La crise financière et l'effondrement de l'État, sans précédent, ayant été caractérisé par le départ précipité des entrepreneurs, des investisseurs et la fermeture massive de plusieurs entreprises.

Au départ considérées comme transitoires et en réponse à un contexte particulier, ces expériences d'économie sociale et solidaire s'avèrent maintenant un réel modèle de production, de vie et d'organisation alternatif privilégié par plus de 10 000 travailleurs organisés dans 150 coopératives du pays et dont le nombre ne cesse de croître.

Ces nouvelles formes de production que sont les réseaux de troc, les cuisines collectives, les entreprises de micro crédit représentent une recherche d'alternatives au modèle néolibéral, qui a échoué. Elles ont aussi grand besoin de conditions économiques et politiques favorables pour être viables et engendrer une nouvelle économie qui sorte de la clandestinité et de l'informel. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement argentin est demeuré muet vis-à-vis des demandes des travailleurs. Pourtant, leur mouvement prend de l'ampleur et permet à des centaines de familles de vivre. Depuis peu, les travailleurs cherchent à consolider leurs actions au-delà des frontières nationales en mettant sur pied un mouvement latino-américain d'entreprises récupérées, une solidarité qui se veut apatride, et qui dévoile la dimension internationale de la crise argentine, et la vulnérabilité des pays qui optent pour des voies économiques néolibérales.